

«L'ÉGLISE ET LA CLASSE OUVRIÈRE: L'ACTION CATHOLIQUE ET LA CFDT», DE DENIS PARIGAU

Encore un qui voit des curés partout!, doivent grincer les idéologues bien-pensants du syndicalisme crétinisé en voie de recomposition. Basta! on ne fera jamais assez d'anticléricalisme primaire! Et on ne fera jamais trop d'anticléricalisme du niveau proposé par Denis Parigau (1).

Parmi les militants se réclamant - à tort ou à raison - de l'anarcho-syndicalisme ou du syndicalisme révolutionnaire, il est remarquable que tous ceux appartenant à la CGT reconnaissent qu'elle est contrôlée par des stalinien, que tous ceux appartenant à la CGTFO reconnaissent qu'elle est contrôlée par des réformistes (pourvu que ça doue!!!), alors qu'une proportion très et trop importante de ceux appartenant à la CFDT refuse de reconnaître qu'elle est contrôlée par des cléricaux modernistes, des réformateurs pieux.

UN EXAMEN HISTORIQUE ET ORGANIQUE:

Non seulement cette obstination à nier les évidences doit être vigoureusement combattue, mais elle constitue certainement - pour ceux qui sont sincères, s'il en existe - une preuve surabondante de la réussite de l'opération décrite par Parigau, documents à l'appui. Et quels documents! on aimerait en avoir à portée de la main ne serait-ce que la moitié!

Partant de la «*bénédictio*» donnée à Edmond Maire par le père jésuite J.Y. Clavez, dans *La Croix* du 17 mars 1986, l'auteur précise: «*Afin d'éclairer nos camarades sur l'extrême faveur dont jouit la CFDT auprès des autorités ecclésiastiques, et pour tous ceux qui croient encore que «malgré tout» elle n'est pas directement inspirée et dirigée par elles, nous allons montrer à l'aide de documents publics, et par conséquent à la portée de tous, comment s'articulent les rouages de la «mission» de l'Église dans le monde ouvrier, depuis les évêques jusqu'aux organisations comme l'ACO, la JOC et la CFDT, en passant par quelques organismes spécialisés confiés à des équipes de prêtres et de religieux. Notre examen sera à la fois historique et organique. Autrement dit, il étudiera les structures non pas telles qu'elles sont aujourd'hui, dans leur logique actuelle, mais dans le déroulement de leur croissance et dans leur évolution, seule méthode pour comprendre un certain nombre d'événements: par exemple, comment a eu lieu la transformation de la CFTC en CFDT et finalement le maintien de la CFTC*» (2).

Depuis le dix-neuvième siècle un des soucis de l'Église fut la «*reconquête du monde ouvrier*» et, en parallèle, pour la France, la «*reconquête*» de la République, toutes deux mises en chantier par Léon XIII dans les encycliques de 1891 et 1892.

Deux solides points d'appui furent construits au début du vingtième siècle: l'*Action populaire* des jésuites et *La Chronique sociale de France* rapidement liée aux *Semaines sociales* organisées tous les ans et dont les conférences étaient publiées et largement diffusées (3). Dans le même temps, l'*Action catholique* s'organisait, puis, vers la fin des années 20, éclatait en mouvements d'adultes et de jeunes recrutés par «*milieu*»: ouvriers, étudiants, agriculteurs, marins, professions libérales.

(1) Denis PARIGAU, *L'Église et la classe ouvrière: l'Action catholique et la CFDT, le sens d'un engagement*, Sélis, Paris, 186 pp.

(2) op. cit., 15.

(3) Tombées en désuétude au cours des années 70, les *Semaines sociales* ont été réactivées en 1987.

La CFTC naissait en 1919 et s'engageait déjà dans un processus de déconfessionnalisation qui allait prendre presque un demi-siècle. On ne rappellera jamais assez ce qu'avait pressenti Emile Pouget quand il écrivait dans *Le Père Peinard* en 1892: Les ratichons ont pour eux le temps et la patience: c'est pas sur les hommes, c'est sur les générations qu'ils agissent.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'*Action catholique* connut une crise de restructuration. Même si certains de leurs militants avaient participé à la résistance, les mouvements avaient été reconnus officiellement par le gouvernement de Vichy. Et, par exemple, le *Mouvement Populaire des Familles* (MPF), issu de la LOC-LOCF, elles-mêmes prolongements de la JOC-JOCF, avait activement pris part au fonctionnement des comités sociaux de la Charte du Travail.

En outre: «*La guerre froide avait troublé le compromis historique qui avait bien arrangé l'Église et les stalinien au lendemain de la Libération. Mais malgré les tiraillements que provoquait la tension internationale, l'Église entendait bien persister dans cette orientation, mais elle voulait la contrôler et ne pas en laisser l'initiative à des minorités bruyantes qui se laissaient trop souvent entraîner au-delà de sa propre volonté politique et risquaient ainsi de la compromettre*» (4).

L'autogestion (le principe de subsidiarité) c'est bien, mais au bout des bouts c'est toujours le «*magistère romain*» qui décide quelles sont les bonnes intentions devant paver le chemin de l'enfer.

PLANIFICATION DÉMOCRATIQUE ET CORPORATISME:

Côté «*syndical*», les groupes Reconstruction, fondés en 1946 et dont le SGEN (Paul Vignaux) fut un des fers de lance, entreprenaient le travail de fraction qui devait parachever la «*déconfessionnalisation*» de la CFTC. Ils l'accomplissaient en progressant sur plusieurs fronts, en menant de pair action politique et action idéologique.

Un des axes de cette action idéologique fut la «*planification démocratique*», titre du rapport présenté au congrès CFTC de 1959 par Gilbert Declercq, responsable de l'union départementale de Loire-Atlantique.

Cette idée, ce «*projet*» désigné par l'expression «*planification démocratique*» a une bien intéressante histoire. La revue *Économie et Humanisme* publia en 1958 un numéro spécial sur la «*démocratie économique*» (encore une formulation piégée) contenant une étude intitulée *Principes d'une planification démocratique*.

Fondée au début de 1942 par le dominicain Louis-Joseph Leuret (qui en avait toujours la direction en 1958), *Économie et Humanisme* - revue et association - était dotée d'un conseil de direction dont le vice-président se nommait François Perroux, économiste favorable au corporatisme et fervent partisan du régime de Vichy (5).

Proposant un «*ordre communautaire*», *Économie et Humanisme* se manifesta activement lors des journées corporatistes du Mont-Dore (10-14 avril, puis 16-23 septembre 1943) organisées par le cabinet du maréchal Pétain avec le plein accord de Pierre Laval. Le texte adopté par cette docte assemblée sous le titre *Vers la révolution communautaire* reprend les grandes idées suggérées par le révérend père Leuret dans *Économie et Humanisme*.

L'association et sa revue survécurent au chamboulement de la Libération - de même que le quotidien *la Croix* -, mais l'ordre communautaire et le corporatisme ne pouvaient plus décemment être proposés sous le même habillage langagier.

Qu'importe l'étiquette, pourvu que le flacon contienne la même marchandise! Excellent laboratoire en matière de vocabulaire, l'officine dominicaine prit le temps qu'il fallait pour relancer le produit en le nommant désormais «*planification démocratique*».

(4) op. cit., 75.

(5) François Perroux dirigea avec Jacques Madaule la revue maréchaliste *La Communauté française* publiée à Paris - sous l'occupation nazie - en 1941-42 et collabora à *Idées*, revue de la *Révolution Nationale*. Entre 1942 et 1944 il rédigea, soit seul, soit en collaboration avec Yves Urvoy, divers ouvrages aux titres édifiants: *La Charte du Travail*, *Économie planiste*, *Esprit du nouvel ordre politique*, *Ordre communautaire*, *Syndicalisme et communauté de travail*, *Communauté et société*, *Le sens du nouveau droit au travail*, *Théorie de la communauté*, etc... Yves Urvoy fut exécuté à la Libération. Plus chanceux - ou mieux «*protégé*» - François Perroux devint professeur à l'I.E.P. de Paris (1946-1952) et au *Collège de France*. De 1957 à 1960 il appartint à la rédaction des *Cahiers de la République* dirigés par Pierre Mendès-France.

Aussi la *Revue de l'Action populaire* dirigée par les jésuites commentait le rapport de Gilbert Declercq en ces termes: «*Les perspectives y sont assez générales: les uns pourront y voir l'aboutissement de recherches antérieures dans le sens d'une organisation de la profession à partir de laquelle la doctrine sociale chrétienne entend contester et dépasser le capitalisme libéral; les autres y voient les grandes lignes du socialisme démocratique*» (6).

Par le plus heureux des hasards - et ceux qui y croient peuvent y voir la main d'une divine providence - Gilbert Declercq, militant de la JOC, puis de l'ACO, fréquentait l'équipe *Économie et Humanisme* de la région nantaise (7). C.Q.F.D....T.

LA PERVERSION DE LA LAÏCITÉ:

De la planification démocratique, en passant par l'autogestion, puis le socialisme autogestionnaire, on arrive à l'entrée en force des petits soldats de Jésus «*déconfessionnalisés*» dans le nouveau *Parti Socialiste*. Car, pour eux aussi, le syndicalisme n'est qu'un marche-pied du politique.

«*Mais à la perversion du syndicalisme et à celle du socialisme, il faut en ajouter une troisième à l'actif de la CFDT, celle de la laïcité*» (8).

Tenus par leurs liens avec des politiciens dont l'objectif était d'arriver au pouvoir à l'occasion d'une élection présidentielle, les dirigeants du CNAL, donc de la FEN, ont lamentablement capitulé devant les néo-cléricaux soutenus par les staliniens (compromis historique obligé!). En 1972 la CFDT fut acceptée parmi les organisations soutenant le CNAL. Elle y vint avec tout son bagage idéologico-politique et bien décidée à le faire valoir. A partir de ce moment, sous la double poussée de la «*stratégie autogestionnaire*» au sein de l'école propulsée par le SGEN (dont on ne dénoncera jamais assez fort le rôle primordial dans toutes ces opérations), et de la fédération CFDT de l'enseignement privé visant à faire participer les associations cléricales au domaine pédagogique - double poussée tendue vers un même but -, on assista à une débauche d'idéologie où pour «*être de gauche*» (ou quand l'Être devient le Néant!) il fallait nécessairement soutenir «*la nouvelle laïcité*» (devenue par la suite «*laïcité ouverte*»), le «*pluralisme*» (absolument contraire à la neutralité), le «*projet éducatif*», la «*gestion tripartite*», la «*participation des usagers*» (9).

Mais par-delà les divergences théoriques que nous avons avec Denis Parigaux et sur lesquelles nous ne nous attardons pas car elles ont peu d'importance dans cette affaire - dans cette longue traque des néo-cléricaux pour enchrister la société -, nous devons insister sur un désaccord important dans l'analyse des événements de juin 1984, de leur préparation et de leurs conséquences.

Nous ne pensons pas que juin 1984 fut une défaite de la laïcité (10).

Nous observons:

- d'une part que la défaite de la laïcité était contenue dans le projet Savary et préparée par la formulation néocléricale de «*grand service unifié et laïque de l'Éducation nationale*»;

- d'autre part que, pour des raisons de basse politique politicienne, les partis de l'opposition ont mobilisé leur électorat par des slogans démagogiques et ont objectivement fait capoter (momentanément) un projet qui devait livrer l'école publique laïque aux néo-cléricaux (11).

(6) op. cit., 119 n.

(7) Joseph DEBES, *Naissance de l'Action Catholique Ouvrière*, les Éditions Ouvrières, Paris 1982, 108 n.

(8) Parigaux, op. cit., 143.

(9) *Usager*: (parent d'élève), ce n'est pas une classe sociale!

(10) Parigaux, op. cit., 184.

(11) Pris dans le piège idéologique de l'affrontement-spectacle droite-gauche, les partis de l'opposition se voyaient déposséder d'un de leurs chevaux de bataille par leurs prétendus adversaires: ils ne pouvaient que saboter l'opération. De même, en 1969, la CFDT s'est prononcée officiellement contre le projet gaullien de «*sénat économique*», qui répondait pourtant à certaines de ses aspirations corporatistes, mais aujourd'hui le néo-corporatisme doit être instauré par «*la gauche*», parce que la sacralisation est «*à gauche*».

Cela fait partie des ironies de l'histoire. Ironie peu appréciée par la majorité moderniste de l'épiscopat français dont on a pu constater qu'elle soutint la manifestation de juin 84 comme la corde soutient le pendu.

Ce qui est vrai - et là nous rejoignons Parigaux - c'est que la lutte continue entre deux positions antagonistes: soit l'intégration Église-État (ce qui implique l'intégration de l'école confessionnelle, conservant son «*caractère propre*», à l'école publique: le projet Savary), situation que souhaite l'Église et qu'elle désigne par «*État laïc*», soit la séparation de l'Église et de l'État, la véritable laïcité, qu'il faut bien désigner par «*laïcité de l'État*» (12) et qui implique la suppression des fonds publics à l'enseignement privé et à l'enseignement confessionnel.

Mais ce «*projet*» clérical relatif à l'école n'est qu'une partie d'un ensemble plus vaste, couvrant toutes les structures sociales et proposant une solution de gestion de la «*crise*» du capitalisme: la construction d'une société corporatiste (si nécessaire baptisée «*socialiste autogestionnaire*» pour faire avaler la pillule par les aveugles et/ou naïfs et/ou imbéciles) bien évidemment toujours divisée en classes... harmonieusement unies, comme le *Corps Mystique du Christ*, sous le magistère bienveillant des représentants qualifiés du prétendu crucifié.

Selon les positions adoptées par rapport à ce projet nous constaterons qui sont nos alliés (ceux qui luttent contre l'enchristement) et qui sont nos ennemis (les enchriseurs).

Marc PRÉVÔTEL

(12) Si, dans les deux cas, le rôle de l'État est le même (instrument de coercition au service de la classe possédante), ses formes d'intervention sont différentes: la laïcité de l'État et les libertés démocratiques sont compatibles, alors que l'*État laïc* (donc aux mains des cléricaux) est un instrument contre les libertés démocratiques.